

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

RENNES, 23 Avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HYPRED (groupe Kersia)**

55, boulevard Jules Verger  
BP 10180 - ZI de la Ville Es Passants  
35800 Dinard

Références : UD35/2025-114  
Code AIOT : 0005501531

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement HYPRED (groupe Kersia) implanté 55, boulevard Jules Verger - BP 10180 - ZI de la Ville Es Passants - 35800 Dinard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYPRED (groupe Kersia)
- 55, boulevard Jules Verger BP 10180 - ZI de la Ville Es Passants - 35800 Dinard
- Code AIOT : 0005501531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société HYPRED exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de produits de désinfection et d'hygiène pour l'agroalimentaire et l'agriculture.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rétention	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets en station d'épuration collective	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Susceptible de suites	Sans objet
4	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 5.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
8	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Susceptible de suites	Sans objet
9	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50	Susceptible de suites	Sans objet
10	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant avait procédé à la mise en conformité d'une majorité des non-conformités constatées. Certaines non-conformités identifiées lors de précédentes visite demeurent car elles nécessitent un temps plus important pour être traitées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets en station d'épuration collective

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/02/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.</p> <p>L'étude d'impact ou l'étude d'incidence comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude précitée, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.</p> <p>[...]</p> <p>En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à des rejets vers la station d'épuration au cours de l'année 2024.</p> <p>Il a par ailleurs réalisé une campagne de recherche des micro-polluants. Ce sujet est développé au point n°7 du présent rapport.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant avait retravaillé les états des stocks. Il a également été constaté que la génération des documents est réalisée en quelques minutes. L'exploitant a précisé qu'elle pouvait se faire à distance.</p> <p>Sur l'état des stocks simplifié, les produits sont rassemblés par catégories. Dans l'état des stocks détaillés, les quantités de chaque produit sont précisées. Le fichier généré permet de connaître les quantités présentes dans les différentes zones définies dans le POI.</p> <p>En ce qui concerne les produits non-dangereux et les déchets, l'exploitant a pris le parti de recenser dans un autre document les quantités maximales de déchets susceptibles d'être présentes et d'affecter un ratio par zone pour les emballages.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de réunions en 2024 relatives aux liquides inflammables et antérieures à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il allait réduire les quantités présentes sur site pour repasser à déclaration au titre de la rubrique 4331. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un courrier demandant le passage à déclaration et confirmant la réduction des volumes présents serait transmis avant fin 2024. Au moment de la rédaction du rapport, l'exploitant n'avait pas transmis le courrier.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de confirmer la réduction du volume d'activité au titre de la rubrique 4331, l'exploitant doit transmettre un courrier au préfet annonçant le déclassement du régime de l'enregistrement vers celui de la déclaration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 4 : Stratégie de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Stratégie de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;</li> <li>- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a finalisé son plan de défense incendie (PDI) et l'a intégré à la version 9 de son POI en identifiant les pages concernées.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-11

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Rétention – Dispositions générales

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire qu'elles répondent aux dispositions suivantes :

- elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;
- elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, s'il existe ;
- en cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, est maintenu fermé, s'il existe. En cas de rétention déportée, celle-ci est conforme aux dispositions de l'article III-14 du présent arrêté ;

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

**II. - Entretien des rétentions**

L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence.

Les rétentions prévues aux articles III-12, III-13 et III-14 font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

**III. - A l'exception des cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles conformes aux dispositions du point III de l'article III-13 du présent arrêté et des cellules de liquides inflammables, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les éventuelles eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.**

**IV. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriés.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Rétention – Dispositions générales
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé au remplacement des caniveaux et des canalisations reliant le stockage de liquides inflammables à la rétention déportée. Précédemment en PVC ceux-ci sont désormais en fonte afin de résister à une nappe enflammée.</p> <p>Concernant la résistance au feu de la rétention, l'exploitant a envisagé dans un premier temps l'installation d'un siphon coupe-feu afin de répondre aux exigences de la réglementation. Après une analyse plus précise, il estime que cette solution n'est pas pertinente car elle ne garantirait pas un débit d'évacuation suffisant vers la rétention. Il a donc opté pour la pose d'un liner garanti incombustible par son fournisseur.</p> <p>L'exploitant a intégré dans sa GMAO les opérations de suivi et de contrôle des rétentions et des vannes associées. Il fait par ailleurs réaliser un contrôle annuel des bâches des rétentions par un prestataire extérieur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant informera l'Inspection de la pose du liner incombustible dans la rétention déportée du stockage de liquides inflammables.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Il assure que les installations visées à l'article L.512-1 du Code de l'environnement, utilisées pour cette élimination, sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant avait communiqué l'arrêté préfectoral du site Ciment Calcia de Ranville suite à la transmission de rapport de la visite 2023.</p> <p>L'exploitant a harmonisé le code déchets des concentrats en optant pour le code 16 10 02.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
<b>Constats :</b> <p>En 2024, l'exploitant a procédé à de nouvelles campagnes de recherche des micro-polluants en ciblant les paramètres qui n'avaient pas été recherchés lors de la campagne RSDE de 2013 ou dont la concentration mesurée était supérieure à la limite de quantification lors de cette même campagne. Suite aux campagnes 2024, l'exploitant a proposé de poursuivre la surveillance des paramètres dont la concentration mesurée était supérieure à la limite de quantification.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra un tableau compilant les résultats des concentrations des micro-polluants mesurés lors des campagnes 2024. L'exploitant communiquera également les paramètres qu'il va continuer à mesurer ainsi que la fréquence à laquelle il effectuera les contrôles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Plan d'Opération Interne – Alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué avoir réalisé en juillet 2024 pour la première fois un exercice POI hors heures ouvrées. L'exploitant indique ne pas avoir été confronté à des problématiques de communication lors de cet exercice.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'exercice POI 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 28/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.            Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.            Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.            Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</li> <li>Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.            L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.            Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.            Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas</li> </ol>

échéant, de manière tournante.  
L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

**Constats :**

L'exploitant a revu ses états des stocks afin qu'ils répondent aux exigences réglementaires.

L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 10 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i

**Thème(s) :** Risques accidentels, Substances Prélèvements environnementaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

**Constats :**

L'exploitant a revu la liste des substances afin d'intégrer l'ensemble des substances susceptibles d'être émises.

L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 11 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] II. - Règles de gestion des rétentions et stockages associés. [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant avait réorganisé son stockage. L'organisation pérenne devrait intervenir à la suite des travaux permettant d'avoir deux entrées sur le bâtiment et un muret de séparation entre les deux stockages. La construction du muret est prévu pour fin 2024 et la réalisation des deux entrées est prévue pour le courant de l'année 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit confirmer l'échéancier visant à la mise en conformité du bâtiment 8A présenté lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois